Nations Unies E/CN.5/2018/NGO/61

Conseil économique et social

Distr. générale
1er décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social
Cinquante-sixième session
31 janvier-7 février 2018
Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par la DHAN (Development of Humane Action) Foundation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

17-21372 (F) 211217 281217

Merci de recycler

Déclaration

Le capital social au service du développement durable et inclusif

Introduction

Cette déclaration concerne les plus de deux décennies d'activités d'aide au développement que la DHAN Foundation a consacrées à la lutte contre la pauvreté, en particulier celles des femmes. Ce document présente l'efficacité des stratégies suivies pour engendrer un processus de lutte contre la pauvreté qui soit durable et inclusif. La pauvreté est un phénomène de grande ampleur en Inde, avec un tiers de la population touchée. Les femmes sont de loin les plus affectées ; on parle même d'une féminisation de la pauvreté. Cette situation consternante est ce qui incite la DHAN Foundation à intervenir. Prenant note des situations dans lesquelles les femmes sont désavantagées, démunies et désorganisées, la DHAN Foundation a formulé une stratégie visant à les organiser en un cadre institutionnel, avec pour objectif de créer et renforcer leur capital social en promouvant des groupes d'entraide de femmes et en les faisant interagir comme des institutions emboîtées. En d'autres termes, le capital social des femmes est la base sur laquelle sont lancées des interventions de développement aux multiples facettes.

Pauvreté liée au sexe : vue d'ensemble des problèmes/analyse de la situation

Dans l'ensemble, les femmes souffrent de privations et de rejet et sont défavorisées de diverses manières. L'exclusion sociale, financière et économique est largement présente dans les foyers des femmes pauvres, qui sont fortement marginalisées. Outre le manque d'accès aux biens et l'impossibilité de les contrôler, le refus (physique et financier) des services financiers ou l'impossibilité d'y accéder ont accentué leur niveau de pauvreté. Le refus de l'équité et l'incapacité à remarquer et à profiter de meilleurs moyens de subsistance, la négligence sanitaire, les comportements positifs en matière de santé, l'analphabétisme et le faible niveau d'éducation les ont conduites au désespoir. Deux problèmes majeurs, les dépenses de santé et les pratiques prédatrices de prêt à des taux d'usure élevés, ont renforcé leur pauvreté, alors qu'ils devaient les libérer de cette dernière. L'usure les a enlisées dans le piège des dettes. Les femmes souffrent de discriminations lorsqu'elles tentent de réaliser leur potentiel, notamment quand il s'agit d'accéder aux possibilités et d'en profiter. Ces problèmes soulignent que les femmes doivent se battre pour leur identité et leur dignité.

Réalisations

La stratégie d'intervention de la DHAN consiste à renforcer ressources humaines et institutions, ce qui favorise l'apparition d'un capital social vivant et solide et change donc fondamentalement la donne lorsque l'on s'attaque aux aspects multidimensionnels de la pauvreté chez les femmes. Le capital social se fonde sur le principe de l'auto-assistance et sur la réciprocité. Les femmes se sont organisées en groupes d'entraide au niveau local, chaque groupe étant composé de 15 à 20 membres ; ces groupes se rassemblent ensuite en fédérations. Chaque fédération compte entre 150 et 200 groupes d'entraide, pour un total de 3 000 à 4 000 membres. Les groupes et les fédérations sont des institutions emboîtées dont les processus et les systèmes de gouvernance divergent. Le processus de création des institutions a donné lieu à une participation active des femmes au développement. Cela a payé, dans le

sens où les femmes vivant dans la pauvreté sont apparues comme des actrices du développement à part entière en construisant une gouvernance locale à l'échelle des groupes d'entraide et des fédérations. La confiance en elles et dans leurs capacités à prendre le contrôle du rythme de développement est croissante. Parallèlement, le capital social a commencé à s'étendre de manière organique grâce aux contributions des communautés en matière de ressources, et grâce à la création des conditions permettant d'intensifier la portée des groupes afin d'atteindre un grand nombre de personnes. Une autre retombée importante du fort capital social des femmes a été le réseautage et la collaboration avec les institutions traditionnelles telles que les gouvernements, et les banques, qui les ignoraient auparavant, mais aussi l'émergence discrète d'une harmonie sociale, conséquence indirecte de ce phénomène. Ainsi, le renforcement de leur capital social a permis à de nombreuses femmes d'être incluses socialement après avoir été marginalisées. Auparavant négligées ou inaccessibles aux femmes, la santé et l'éducation ont commencé à obtenir l'attention qu'elles méritaient. Les fédérations de groupes d'entraide sont apparues comme des institutions civiques contribuant à donner aux femmes un accès aux soins de santé et à une éducation axée sur les compétences nécessaires à la vie courante et sur les aptitudes professionnelles.

Du point de vue financier, s'appuyant sur la force de la réciprocité, les groupes d'entraide sont devenus une microbanque offrant épargne et crédit à leurs membres. Comme ils passaient par les processus et le système du cadre institutionnel pour réaliser des opérations financières, les banques classiques se sont approchées d'eux en vue de faciliter leur accès au crédit. Outre ce dernier, les groupes d'entraide bénéficie pleinement de cette relation qui leur permet d'accéder aux services d'assurance, de retraite et de paiement numérique par l'intermédiaire du système bancaire, dont ils sont donc un membre à part entière. Sans la force du capital social, l'harmonie et la portée atteintes, cette inclusion financière à grande échelle n'aurait pas été possible. De manière plus importante, chacun des groupes d'entraide et chacune de leurs fédérations ont atteint une durabilité financière, grâce aux opérations réalisées dans l'ensemble des services financiers au sein du groupe et à leur association avec les banques. Ce processus a permis de briser plusieurs doctrines financières et de présenter divers produits et processus novateurs permettant de fournir des services financiers aux pauvres, en particulier les femmes. Le concept de crédit en espèces, soit la fourniture ininterrompue de crédit aux femmes par l'intermédiaire des groupes d'entraide, en est un bon exemple. L'affirmation considérant que les pauvres peuvent et veulent épargner a pris plus de sens. Le fait que leurs économies aient financé plus de 50 % des prêts accordés aux femmes appartenant à ces groupes d'entraide rend hommage à leur habitude de l'épargne et de la frugalité.

Le capital social des groupes d'entraide et des fédérations a ouvert la voie et fourni l'espace nécessaire à l'amélioration des moyens de subsistance des femmes, ou plutôt, il a créé de nouvelles possibilités pour subsister et même passer à l'échelle supérieure. Outre les moyens de subsistance individuels ou familiaux, qu'ils proviennent ou non de l'agriculture, de nouveaux créneaux sont apparus et permettent aux collectifs de femmes de poursuivre des activités de subsistance communes. La collectivisation des moyens de subsistance de la fédération a entraîné des avantages en termes d'échelle, de portée et d'accès aux marchés. Des organisations de productrices agricoles ont émergé des fédérations, ce qui a amélioré leur profil économique en lui donnant continuité et durabilité. Les Fédérations de groupes d'entraide de femmes sont devenues un point d'appui qui permet de connecter les membres féminins partageant les mêmes intérêts en matière de moyens de

subsistance, de fournir l'ensemble des compétences nécessaires et de renforcer leur capacité générale à diriger leurs entreprises des secteurs agricole et non agricole. L'économie locale dans laquelle les moyens de subsistance des fédérations de groupes d'entraide sont collectivisés a bénéficié d'un effet boule de neige qui l'a revivifiée et a permis de générer de plus grandes possibilités d'emploi, chaque fédération fournissant un emploi local à plus de 100 personnes par l'intermédiaire de leurs services financiers et de leurs activités de subsistance.

Perspectives

En agissant contre la pauvreté liée au sexe grâce à la stratégie qui consiste à renforcer le capital social et les institutions locales, les activités de la DHAN ont permis aux femmes de participer au processus de développement et d'en prendre la tête (plutôt que se contenter d'en tirer les avantages), même si, les ressources des femmes pauvres étant ce qu'elles sont, il reste nécessaire qu'une ONG ou une agence de développement intervienne de manière structurée en mettant en place de nombreux processus. La difficulté consiste à trouver pour les activités à long terme un personnel professionnel et engagé ; en d'autres termes, il s'agit d'intégrer des personnes déjà engagées et de les professionnaliser, plutôt que de trouver un professionnel et de l'amener à s'engager. Ces derniers temps, il est difficile de trouver des ressources financières flexibles pour appuyer les innovations et idées nouvelles en matière de développement. Il n'existe aucune solution rapide, aucun raccourci, et l'on ne saurait trop insister sur la nécessité d'un progrès organique. Le capital social est un bien public et à ce titre, il nécessite la reconnaissance d'une perspective développementale, puis de là un renforcement par des sources publiques, ou du moins, il ne devrait pas être confiné au secteur privé. D'après l'expérience de la DHAN, un capital social fort et vivant construit de manière intrinsèque la résilience de la communauté grâce aux perspectives sociales, financières et économiques qu'il engendre. Cette base permet de garantir à nouveau un développement durable à long terme. Il est intéressant de noter que les femmes des groupes d'entraide se sont manifestées d'elles-mêmes pour déclarer haut et fort dans les forums publics qu'elles étaient sorties de la pauvreté. Les fédérations de femmes ont émergé comme un mouvement de revendication positive, en tant qu'institutions civiles prenant en charge le développement dans sa globalité en matière de santé, d'éducation, etc.

In fine, le modèle de développement mu par le capital social se prête lui-même à une montée en puissance par sa résilience et sa durabilité à long terme, alors même qu'il engendre le développement tridimensionnel de l'inclusion sociale, financière et économique des femmes.